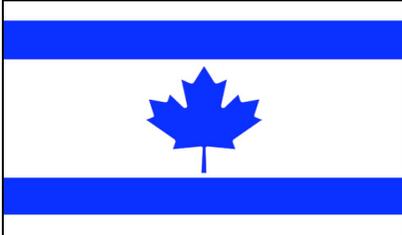


6 mars 2009



Drapeau de la collusion Canada-Israël !!!

*Série d'articles « Solidarité internationale avec la Palestine »
publiée dans le journal « Unité ouvrière », Hiver 2009*

Israël, tête de pont impérialiste fondée sur le racisme

Le concepteur d'Israël imaginait l'État juif comme « *l'avant-garde de la civilisation contre la barbarie* » (Theodor Herzl, *L'État des Juifs*, 1896). Ce racisme sioniste, nationalisme à base religieuse (le « peuple élu »), maintenant institutionnalisé comme idéologie étatique explique le comportement barbare du gouvernement et de l'armée israélienne contre les Gazaouis. Paradoxalement, le sionisme est issu de la capitulation à l'antisémitisme — la fuite vers la « terre promise » — exacerbé en Europe central et oriental à la fin du XIX^e siècle au moment de la formation d'État-nations poussée par une rapide industrialisation qui ruinait les nombreux artisans et petits commerçants juifs disputant âprement aux non juifs les nouvelles places de prolétaires.

La grande puissance hégémonique de l'époque, la Grande-Bretagne, y a vu, à l'occasion du démantèlement de l'Empire ottoman à la fin de la Première guerre mondiale et face à la montée du concomitant nationalisme arabe trahi par l'agent britannique Laurence d'Arabie au profit du colonialisme anglo-français, une opportunité de s'inféoder une minorité nationale persécutée cherchant à fuir les pogroms. En 1917, le gouvernement britannique, afin d'établir une tête de pont dans une stratégique zone turbulente sur le chemin des Indes, joyau colonial de la Couronne, et bientôt de l'indispensable pétrole de la Iraq Petroleum Company et de l'Anglo-Persian Oil Company, se déclara favorable à « *l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif* » (déclaration Balfour).

La porte ainsi ouverte vers la Palestine du mandat britannique, les juifs fuyant le nazisme y constituèrent 30% de la population en 1939 contre 5% au début du siècle. Paradoxalement, ces rescapés manipulés par l'organisation sioniste s'organisèrent en kibboutz de forme socialiste, autre important courant de pensée chez les Juifs européens, ce qui ne manqua pas de semer la confusion dans la gauche occidentale. Après l'Holocauste, qui renforça davantage la culpabilité occidentale, et pour masquer le refus nord-américain d'accueillir en masse les survivants des camps de la mort, le nouvel hégémonisme étasunien,

après lui aussi avoir constaté l'impossibilité de contrôler le nationalisme arabe — le dirigeant égyptien Nasser jouait les ÉU contre l'URSS — s'en remit au nouvel Israël fondé sur le nettoyage ethnique — la « catastrophe » — de la guerre de 1948 afin de garantir l'indispensable pétrole de l'Arabian American Oil Company devenu en 1980 l'Aramco saoudienne.

Deux guerres plus tard, en 1967 et en 1973, Israël fort de la solidarité impérialiste contrôlait 100% de la Palestine historique mais sans cette fois avoir réussi, par des massacres sélectifs et par la terreur, à faire fuir la majorité de la population conquise de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Il tenta de résoudre la contradiction État juif versus État démocratique, qui nécessite la garantie d'une majorité juive, par une politique de colonisation, d'annexion de la partie arabe de Jérusalem et de refus du retour des réfugiés. La population palestinienne occupée répondit par l'Intifada de 1987 puis de 2000 suivi de l'élection d'un gouvernement Hamas en 2006 pour remplacer une OLP capitularde et corrompue. Cette résistance valut au peuple palestinien le mur de la honte et les bantoustans en Cisjordanie, et l'enfermement dans une prison à ciel ouvert dans la bande de Gaza convertie en stand de tir lors du récent massacre improprement appelé guerre.

Marc Bonhomme, 19 février 2009

Les missiles du Hamas

À l'élection majoritaire du Hamas en janvier 2006 dans la bande de Gaza, Israël et les puissances impérialistes ont répondu en punissant le peuple gazaouï par un criminel blocus auquel le Hamas a répliqué par des tunnels d'approvisionnement, l'importation clandestine d'armements qu'Israël peut se procurer à la tonne aux ÉU, au Canada et ailleurs et l'envoi de missiles aveugles, faute de sophistication technologique, sur des villes israéliennes limitrophes. À la tentative de coup d'état du Fatah appuyé par Israël et les ÉU en 2007, Hamas a rétorqué par le désarmement de ses officiels et militants.

Malgré tout, le Hamas avait accepté, durant l'été 2008, une trêve négociée par l'Égypte. Non seulement Israël n'a-t-il pas respecté sa promesse d'ouverture partielle de la frontière aux marchandises et aux personnes dont celles de l'extérieur mais sous prétexte d'envoi sporadique de missiles comme moyens de pression, qui ne firent aucun mort, il rompit la trêve par une attaque militaire le 4 novembre qui fit six morts palestiniens. Le gouvernement israélien avait en fait préparé depuis plusieurs mois cette guerre-massacre pour venger l'humiliation de la guerre de 2006 contre le Hezbollah — pour jouir du soutien indéfectible des ÉU, l'armée israélienne doit sans cesse prouver une supériorité écrasante — tout en aidant électoralement la cause du gouvernement en place.

La droite dure sortit en effet vainqueur de l'élection israélienne mais pas nécessairement l'équipe en place lors de la guerre car celle-ci n'avait pu livrer la marchandise promise, l'annihilation du Hamas. Ce massacre dévoila, cependant, un peu plus encore à la face du monde la barbarie sioniste qui se fout éperdument des conventions internationales, du droit international et des multiples résolutions des l'ONU. Toutefois, paraît-il, ce serait les missiles du Hamas qui violeraient le droit international et mériteraient l'enfer au peuple gazaouï.

Ceci dit, la riposte militaire du très faible au très fort n'est sans doute pas la trouvaille du siècle alors que l'Intifada populaire de 1987, celle des pierres, avait prouvé son efficacité politique en mobilisant, en unifiant et en organisant plus que jamais et depuis lors tant la base palestinienne et arabe que la gauche israélienne et celle des pays impérialistes. Les organisations de la gauche palestinienne ont raison d'appeler à l'unité de toutes les organisations palestiniennes contre l'occupant particulièrement par la construction de comités unitaires à la base.

Faut-il pour autant jeter... la pierre au peuple palestinien complètement coincé faute de mobilisation soutenue et efficace dans les pays impérialistes ? Et si on prenait au sérieux la campagne internationale du mouvement BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions pour la Palestine) ? Au Canada s'ajoute la spécificité du boycott de la plus grande chaîne de librairies du Canada anglais, Indigo/Chapters, dont les propriétaires financent une légion étrangère au sein de

l'armée israélienne, et le statut d'organisme de charité de la filiale canadienne du Fond national juif qui a financé un « Parc Canada » sur les ruines de trois villages palestiniens en Cisjordanie occupée.

Marc Bonhomme, 19 février 2009

La collusion Israël-Canada-Québec... jusqu'à gauche

Le gouvernement canadien est peut-être devenu le plus ferme soutien du gouvernement israélien, davantage que les ÉU. Il a non seulement appuyé sans réserve le massacre de Gaza mais il a été le seul gouvernement à la Commission des droits humains de l'ONU, en janvier dernier, à voter en faveur d'Israël. Comme le Venezuela, tout comme la Bolivie, a renvoyé l'ambassadeur israélien puis a rompu ses relations diplomatiques avec lui, le Canada a accepté de représenter Israël au Venezuela. Auparavant, il avait appuyé sans réserve l'attaque de 2006 contre le Liban, voté contre plusieurs résolutions onusiennes appuyant les droits palestiniens et, en janvier 2008, refusé de critiquer la construction illégale de la colonie de Har Homa près de Jérusalem, ce que pourtant Washington avait publiquement blâmé. Le Canada a aussi été le premier pays, après Israël, à couper l'aide financière au gouvernement Hamas alors qu'il dépensait des millions \$ et du personnel pour entraîner une force policière mise sur pied par les ÉU comme contrepoids au gouvernement du Hamas.

L'appui du gouvernement canadien à Israël et auparavant au projet sioniste est une constante historique. Les premiers ministres Conservateurs Meighen puis Bennett ont appuyé la Déclaration Balfour. En 1947, le futur Premier ministre Libéral Lester Pearson, représentant du Canada, a joué un rôle crucial à l'ONU pour favoriser la création de l'État d'Israël. Lors du déclenchement de l'Intifada de 1987, le Premier ministre Mulroney approuva la « *retenue* » de l'armée israélienne contre les lanceurs de pierres. Sur le parallèle de l'apartheid entre Israël et l'Afrique du Sud, il déclara que cette comparaison était « *fausse et odieuse* ». En 1997, les Libéraux fédéraux signèrent avec Israël un accord de libre-échange incluant les territoires occupés.

Le gouvernement du PQ, pour ne pas être de reste, signa la même année avec Israël « *l'Entente de coopération dans le domaine de la science, de la technologie, de la culture, de l'éducation, de la santé, de l'économie et du commerce* » renouvelée en 2007 par le gouvernement Libéral de Jean Charest. À la mi-janvier 2009, l'ASSÉ et Tadamon! occupèrent les bureaux du ministre du Développement économique du Québec Raymond Bachand demandant au gouvernement Charest de cesser immédiatement ses liens avec Israël, plus spécifiquement de se retirer de l'accord Québec-Israël. Pendant ce temps, le Bloc québécois, sur la même longueur d'onde que les Libéraux fédéraux, rendait le Hamas responsable du déclenchement du massacre de leur propre peuple en soutenant la position de « *légitime défense* » d'Israël quitte à dénoncer ses « *excès* ».

Au printemps 2008, l'Assemblée nationale, à l'unanimité, saluait le 60e anniversaire de la fondation de l'État d'Israël qui affirmait que « *les soixante ans*

d'Israël sont l'occasion de célébrer le retour du peuple juif au sein du concert des nations, les nombreuses réalisations culturelles, économiques et scientifiques d'une société libre, démocratique et épanouie ainsi que les relations privilégiées entretenues par les gouvernements québécois et israélien » et soulignant « le soutien indéfectible des Québécoises et des Québécois aux efforts de paix du gouvernement d'Israël et de l'Autorité Palestinienne ainsi qu'à la création future d'un État palestinien démocratique en paix avec son voisin israélien » refusant ainsi de reconnaître le gouvernement légitime du Hamas boycotté tant par l'Autorité palestinienne et Israël que par la dite « communauté internationale ».

Il ne faut pas penser que le mouvement syndical canadien a eu pour autant une position consistante à propos d'Israël. *« L'opposition récente à la politique israélienne de la part de la gauche canadienne est particulièrement importante parce qu'elle renverse l'appui historique de cette gauche au sionisme... [E]n septembre 1977, le CTC votait une résolution demandant à Ottawa de légiférer contre le boycott des pays arabes à l'encontre des entreprises faisant affaire avec Israël pour qu'il renonce aux territoires conquis lors de la guerre de 1967. »* (Yves Engler, Canada et l'occupation israélienne, Znet) Contre la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU de 1975 assimilant le sionisme à une forme de racisme, le président du CTC déclara que c'était une légitimation de l'anti-sémitisme et des pogroms. La même année, le CTC s'opposa vigoureusement à l'admission de l'OLP à l'Organisation internationale du travail. Aussi tard qu'en 1985, le président du CTC dénonça un rapport du Sénat canadien critiquant l'invasion et l'occupation du Liban en 1982, lesquels avaient pourtant permis les massacres de Sabra et Shatila.

Mais les choses changent. À son congrès de 1990, la CSN a comme invité d'honneur un représentant de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP). Contre l'hostilité des médias, le SCFP-Ontario, le Syndicat canadien des travailleurs et travailleuses des postes, la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (25 000 membres dans les Cégeps), le Syndicat de l'enseignement de Champlain (rive Sud de Montréal), l'ASSÉ (représentant 40 000 étudiants au Québec) appuient le mouvement BDS au Canada et au Québec.

Au début du massacre de Gaza, *« Sid Ryan, à la tête du SCFP-Ontario (200 000 membres) a courageusement dénoncé le "génocide" israélien à Gaza »* (Yves Engler). Bien sûr, il ne faut pas oublier l'importante manifestation de plus ou moins 15 000 personnes à Montréal le 10 janvier dernier convoquée par les trois grandes centrales syndicales du Québec, la Fédération des femmes, Québec solidaire et bien d'autres dont la déclaration appuie les revendications fondamentales du mouvement national palestinien :

« ...le droit de retour et/ou de compensation pour les réfugiés (conformément à la résolution 194 des Nations Unies) ; la fin de l'occupation des territoires palestiniens depuis plus de 40 ans (conformément à la résolution 242 des Nations Unies) ; le démantèlement des colonies de peuplement juif

(conformément à la IVe Convention de Genève), la démolition du « mur de la honte » (conformément à la décision de la Cour internationale de justice). »

Le NPD a-t-il été plus clair ? En 1975, le légendaire Tommy Douglas, le père de l'assurance-santé canadienne, disait que l'État d'Israël était jalouxé parce qu'il traitait bien ses travailleurs, ceci huit ans après la guerre de 1967 annexant la Cisjordanie et la bande de Gaza et 25 ans après le nettoyage ethnique de 1948. Encore en 2008, le NPD a fini par appuyer le gouvernement Harper pour s'être retiré le premier de la conférence de l'ONU contre le racisme (« Durban 2 ») au plus grand plaisir du gouvernement israélien, le second à s'en retirer, parce que tous deux estimaient comme antisémite la critique qui avait été faite du sionisme au moment de « Durban 1 ». Quant au récent massacre de Gaza, le pacifiste NPD, dans sa position révisée de la mi-janvier, a condamné la violence des deux côtés, a réclamé la fin du siège israélien de Gaza mais n'a pas dénoncé l'occupation.

Quant à Québec solidaire dont je suis un militant, je ne peux que me désoler du grand retard à prendre une position apparue sur le site seulement le 10 janvier. Son contenu est problématique à bien des égards. Cette prise de position trouve le moyen de ne pas appuyer la résistance, même d'en faire une critique pacifiste (« ...*délaisser les armes de chaque côté et négocier de bonne foi...* »), comme s'il n'était pas légitime de résister par tous les moyens à ce massacre, comme si le gouvernement israélien et ses mentors impérialistes pouvaient être de bonne foi. En concluant que « *qu'un peuple libéré préfère toujours les moyens pacifiques et démocratiques pour se faire entendre* », la direction nationale de QS va jusqu'à s'abaisser à blâmer publiquement la résistance palestinienne au lieu de lui témoigner sa pleine et entière solidarité en plein milieu d'un massacre.

Marc Bonhomme, 19 février 2009